



## édito

### Dernière ligne droite

Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI), qui se déroulera sous le haut patronage du Secrétaire général, bénéficie du soutien plein et entier de l'ensemble de la famille des Nations Unies. Il s'agit du premier Sommet à se pencher sur la Société de l'Information, y compris sur les questions critiques liées à l'utilisation et la dissémination des techniques de l'information et de la communication (TIC) dans les programmes et les politiques de développement.

Le Secrétaire général a appelé « les leaders du monde en développement et du monde industrialisé, ainsi que ceux du secteur privé et de la société civile à saisir l'occasion unique qui leur est fournie par le Sommet à forger un plan d'action qui placera la technologie au service du développement ».

Lors du Sommet, nous pourrions jeter de nouveaux ponts au-dessus du fossé numérique. Nous pouvons mettre en avant les nombreuses façons dont les TIC peuvent être mises au service des plus démunis, p. ex., dans le domaine de la télémédecine, de l'enseignement à distance, des applications sans câble ou du recours à Internet pour la dissémination critique de l'information. Un travail énorme a été réalisé par les pays hôtes dans la préparation logistique qui est considérable, en particulier par la Suisse, et par M. Samassékou, le Président du Prepcom, ainsi que par le secrétariat du Sommet sous l'égide de M. Utsumi. Une forte participation de toutes les parties prenantes est cruciale, pour que l'efficacité et la durabilité de l'issue de ce Sommet soient garanties. Nous devons continuer à amplifier les objectifs de développement afin d'attirer des participants de haut niveau venant des milieux gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile. Une telle participation au processus du SMSI nous permettra de rechercher et de consolider des partenariats significatifs. Nous sommes sur la voie de la réussite et nous devons franchir la dernière ligne droite avec courage et conviction.

**Nitin Desai**

*Conseiller spécial auprès du Secrétaire Général  
des Nations Unies pour le SMSI*

**Bureau du Délégué du Conseil fédéral suisse pour  
le Sommet mondial sur la Société de l'information**

Rue de Varembe 9 - 11 Case postale 125

1211 Genève 20 Suisse

Tél : +41 (0) 22 748 27 70

Fax : +41 (0) 22 748 27 89

E-mail : bulletin@wsisgeneva2003.org

www.wsisgeneva2003.org

## Réunion intersessionnelle de Paris

### Des progrès réellement significatifs

Il n'est pas donné tous les jours de contribuer à une cause noble, susceptible d'avoir un impact sur des millions de personnes dans le monde, notamment sur les plus démunis. Grand est donc l'honneur que m'a fait PrepCom-2 lorsqu'il m'a chargé



de faire avancer les travaux destinés à l'élaboration des projets de Déclaration de principes et de Plan d'action devant être soumis au SMSI. PrepCom-2 a décidé qu'une réunion intersessionnelle serait organisée pour faire avancer ces deux documents. Cette réunion, qui s'est tenue à Paris en juillet, a été une expérience très enrichissante. Conscients de la gravité de la question, de l'urgence de la situation et de la nécessité de la coopération, tous les délégués se sont attelés à la tâche sans coup férir.

Les magnifiques feux d'artifice qui avaient illuminé Paris la veille au soir pour célébrer le 14 juillet nous avaient bien évidemment placés dans un état d'esprit excellent et l'allocution prononcée par Mme Claudie Haigneré, Ministre chargée de la recherche et des nouvelles technologies de la France, nous a rappelé l'importance du Sommet.

A mon sens, le fait que la réunion se soit tenue à l'UNESCO, l'organe des Nations Unies chargé de la science, de l'éducation, de la culture ainsi que des médias, a mis en relief la nature aussi ample que variée de notre tâche. Malheureusement, la longueur des documents ne nous a pas permis d'étudier tous les thèmes avec l'attention voulue. Toutefois, la réunion est tout de même parvenue à passer en revue la Déclaration et à mettre en évidence les domaines particulièrement délicats exigeant un examen plus approfondi. Ces domaines jugés difficiles ont tous été confiés à de petits groupes créés

pour l'occasion et chargés, sous la responsabilité d'un coordinateur, de proposer un texte acceptable pour tous. Le droit de communiquer en tant que droit de l'homme fondamental, la liberté d'expression dans le contexte de la législation nationale, le rôle

des pouvoirs publics et de la société civile dans la gestion d'Internet, les logiciels à code source ouvert et leur rôle dans le développement, la sécurité sur Internet vue sous l'angle de la protection des données et du respect de la vie privée, ainsi que la sécurité des réseaux et les éventuelles mesures multilatérales destinées à la prévention des utilisations abusives, notamment à des fins terroristes, figurent au nombre de ces sujets.

Au terme de débats que j'ai trouvés très animés, les coordinateurs des groupes ont présenté des éléments de texte qu'il a fallu garder entre crochets car ils n'avaient pas encore fait l'objet d'un accord. Ces crochets ont été ajoutés à ceux qui avaient déjà été placés autour du texte tout entier pour nous rappeler qu'aucun passage n'est adopté tant que le texte n'a pas été adopté dans son ensemble.

Au terme de notre réunion de Paris, nous étions parvenus à raccourcir considérablement le texte du projet de Déclaration, ce qui en soi était déjà une remarquable réussite si l'on songe aux nombreuses contributions des délégations qu'il a fallu, d'une manière ou d'une autre, intégrer au texte. Nous avons également pu définir avec précision les sujets qui exigeront des discussions et des négociations prolongées avant qu'il ne soit possible de trouver un texte de compromis exprimant autant que faire se peut la position de chacun. Le projet de Plan d'action n'a pas pu être examiné à Paris de façon aussi exhaustive que nous l'aurions tous voulu.

Toutefois, nous étions tous convaincus que les progrès réalisés sur le projet de Déclaration ne manqueraient pas de faciliter le travail sur un Plan d'action dont le but est de montrer de quelle façon nous entendons concrétiser la vision et les principes convenus dans la Déclaration. Le projet de Plan d'action devra malgré tout être retravaillé en profondeur lorsque nous aurons établi exactement quel doit être son contenu et à quel niveau de détail nous souhaitons le porter.

La réunion de Paris a permis d'avancer en ce qui concerne la participation des observateurs. Bien que certains puissent douter de ce que la structure de participation des observateurs prévoyant que ces derniers interviennent le matin avant le début de la séance constitue un progrès notable, il est indéniable que l'existence, à l'issue de la réunion de Paris, de deux documents finals au lieu de quatre est un énorme pas en avant. La décision prise par la réunion d'intégrer l'apport des observateurs dans les principaux documents de négociation doit être saluée comme une étape réellement significative dans la démarche visant à faire participer tous les pans de la société au Sommet.

Le rythme rapide de nos travaux nous a obligés à travailler sous des contraintes de temps telles que tous les délégués n'ont pas été en mesure de s'exprimer comme ils le souhaitaient. Par ailleurs, les trois secteurs ont soumis de nombreuses contributions écrites de grande qualité dont nous n'avons pas pu, par manque de temps, tenir compte dans les documents finals. Je voudrais, une fois de plus, présenter mes excuses à nos partenaires et leur exprimer ma profonde gratitude pour leur compréhension et leur coopération.

Au terme de nos travaux de Paris, j'ai reçu de nombreux messages de félicitations d'une grande gentillesse. Je vous en remercie et, ce faisant, souhaite ajouter que je les dois à celui qui a été mon mentor ainsi qu'au large appui dont je bénéficiais.

Fort de soutien compétent, aimable et dévoué que m'a prêté le secrétariat exécutif, ainsi que des orientations et des conseils du Président du PrepCom, M. Adama Samassékou, je ne pouvais que donner le meilleur de moi-même.

Je remercie le PrepCom de la confiance dont il m'a honorée en me chargeant de cette importante mission, de l'occasion qu'il m'a donnée de faire une expérience enrichissante et de l'honneur qui m'a fait en me donnant l'occasion de me mettre à son service.

**Lyndall Shope-Mafole**

*Présidente, Commission nationale présidentielle sur la société de l'information et le développement (Afrique du Sud)*

## Priorités 2003

### Contenus et accès



Genève et la Suisse accueilleront en décembre prochain le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI). L'objet de cette réunion peut paraître éloigné de nos préoccupations quotidiennes, mais il n'en est rien.

Ce sommet touche au cœur de notre existence et de nos habitudes.

Voilà 150 ans que la communauté internationale se préoccupe des télécommunications et, plus récemment, des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cet intérêt s'est concrétisé dès les années 1850 par la création d'organisations intergouvernementales, dont l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), qui s'est installée à Genève en 1948.

Le reste, ai-je envie de dire, appartient à l'histoire. L'harmonisation des standards et des réseaux a permis la multiplication des lignes de téléphone, le développement des satellites de télécommunication, des ordinateurs et de la téléphonie mobile. La convergence de ces différents secteurs a remodelé notre vie quotidienne. L'information désormais circule plus vite et plus facilement; elle peut être produite et traitée de manière décentralisée.

Ce développement n'a cependant pas profité de la même manière à tous les continents. Il reste aux marges du monde développé des régions mal reliées au réseau mondial, écartées ou

peu représentées dans ce flux d'information.

C'est de cette problématique que traitera le SMSI. L'approche est nouvelle par la thématique abordée et par la méthode. Plutôt que de contenants, il sera question de contenus et d'accès aux contenus. La société civile est en outre invitée à se faire entendre haut et fort. Cet effort ne connaît guère d'équivalent, si ce n'est peut-être le Nouvel ordre mondial de l'information (NOMI) que l'UNESCO a tenté sans succès de promouvoir dans les années 1980.

Il serait inexact de penser que les nouvelles technologies relèvent du superflu. Il est frappant de voir que, depuis la crise du Kosovo en 1999, les organisations humanitaires ne fournissent plus seulement une aide de base aux personnes déplacées par un conflit, mais qu'elles offrent désormais aussi la possibilité d'appeler un proche par le biais du réseau mobile. En Inde, notamment, des bénévoles se rendent de village en village en moto, avec un ordinateur portable dans leur bagage. Leur but ? Permettre aux paysans de consulter sur Internet (et par satellite !) la météo et le cours des céréales, pour vendre au meilleur prix.

Le transfert de connaissances est également facilité par ces technologies. Pensez au projet de télémédecine unissant les hôpitaux de Genève et de Ouagadougou, au Burkina Faso. Grâce aux TIC, les patients africains pourront avoir des soins d'une qualité comparable à la nôtre.

Ces quelques exemples suffisent à illustrer l'importance du partage de ces applications et d'un accès large aux réseaux et aux contenus. Il était normal que Genève et la Suisse<sup>1</sup>, qui, en tant que ville et pays-hôte de nombreuses organisations internationales, ont joué un rôle important dans le développement des télécommunications, hébergent ce premier sommet du 3<sup>e</sup> millénaire.

<sup>1</sup> Dans l'entre-deux guerres, la Fédération internationale des associations de normalisation était par exemple administrée depuis la Suisse, alors que l'ancêtre de l'UIT, la Convention internationale du Télégraphe, était basée à Berne jusqu'en 1948, pour ensuite se déplacer à Genève.

En paraphrasant Monsieur François Mauriac, ce sommet permettra à l'humanité de gagner la Lune sans perdre la Terre.

**Robert Hensler**

*Chancelier d'Etat de la République  
et canton de Genève*

## Egypte 550 clubs TIC

Le ministère des communications et de la technologie de l'information (MCTI) a créé plus de 550 clubs TIC dans des régions denses et reculées d'Egypte, en vue de familiariser la population avec l'outil informatique et faire connaître les technologies de l'information, quels que soient le degré de connaissance, le sexe ou le niveau économique des gens. En collaboration avec les ONG et certaines organisations locales, ces clubs offrent un accès bon marché aux ordinateurs et à Internet. Ils dispensent une formation en TI et disposent de bibliothèques de logiciel. Les participants peuvent obtenir des conseils et suivre des cours de formation élémentaire. De plus, ces clubs créent des emplois dans le secteur pour ceux qui suivent le programme de formation pour formateurs.

A travers son engagement en faveur des clubs de TI, le ministère ancre les TI dans chaque collectivité et garantit ainsi l'égalité des chances pour tous. La société de l'information de demain s'appuie sur les citoyens d'aujourd'hui. Les projets lancés dans le cadre du e-access sont cruciaux pour parvenir à surmonter le fossé numérique. En augmentant l'usage de cette nouvelle

technologie, nous jetons les fondements d'un vibrant secteur TIC qui pourra déboucher sur un marché d'exportation et créer de nouveaux emplois, et – ce qui est le plus important – donner aux citoyens les outils pour affronter le changement.

Grâce à une pénétration accrue d'Internet, l'Egyptien moyen sera relié à la société mondiale de l'information et pourra relever les défis posés par un marché global. Et en encourageant les Egyptiens à adopter Internet, nous contribuons également à augmenter la part du contenu arabe sur la toile.

Il est remarquable de constater que depuis la création du Ministère en 1999, l'Egypte a vu le nombre de ses raccordements téléphoniques passer à 10,9 millions, le nombre d'ordinateurs personnels est estimé aujourd'hui à 1,2 millions et le nombre d'utilisateurs d'Internet atteint 2,1 millions.

Pour pouvoir évoluer vers une société basée sur l'information, les pays arabes devront intensifier leurs efforts pour mettre en place un contexte favorisant les investissements et l'innovation, il faut par conséquent que des partenariats régionaux soient établis pour que tous prennent conscience de l'importance des TIC en tant qu'outil de développement de nombreux secteurs.

En tablant sur ce potentiel, l'Egypte s'efforce de préparer activement le SMSI. Au mois de juin, Le Caire a accueilli la Conférence régionale panarabe sur le Sommet de la Société de l'Information. La conférence a débouché sur un programme d'action commun pour la région arabe, intitulé Vers une Société Arabe de l'Information, qui fut ensuite entériné par le Conseil des Ministres arabes. En parallèle à la Conférence régionale panarabe, une

réunion ministérielle s'est tenue pour les pays africains, afin de rapprocher les points de vue arabe et africain sur les questions cruciales qui seront débattues au cours du Sommet mondial en décembre.

Il faut encore mentionner que l'Egypte se réjouit d'accueillir au mois de mai 2004 la réunion de l'UIT, Télécom Africa, dont les préparatifs vont bon train.

**Tarek Kamel**

*Conseiller du ministre des communications et de la technologie de l'information (Egypte)*

## PNUD et SMSI Favoriser les partenariats



Le PNUD a pris place à l'avant-garde de la révolution des communications dans le monde en développement. M. Mark

Malloch Brown, Administrateur du PNUD, nous livre sa vision du Sommet mondial sur la Société de l'information. Interview.

**Dans quelles conditions serait-il possible de créer un partenariat mondial destiné à utiliser les TIC comme moteur d'une croissance économique équitable ?**

« Le Sommet peut jouer un rôle capital en ce sens sur deux plans. D'abord, il peut favoriser une prise de conscience de l'importance que revêt l'adoption d'une démarche globale, ouverte à toutes les parties prenantes. Trop souvent, faute de consultations suffisamment larges et de mise à profit de l'énergie créatrice de tous les acteurs concernés, les stratégies et les politiques manquent de crédibilité, de réalisme et d'impact. Le Sommet peut servir d'exemple en incitant à la mise en œuvre d'une démarche plurisectorielle et globale vis-à-vis de l'intégration des TIC dans les stratégies de développement, mais aussi en encourageant la remise en cause des modèles commerciaux et d'investissement.

## Genève

### Equipe renforcée

Deux personnalités internationales de premier plan liées au secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, sont venues rejoindre à Genève les organisateurs du Sommet mondial sur la société de l'information. Il s'agit du sous-secrétaire général de l'ONU Nitin Desai, désigné récemment conseiller spécial de Kofi Annan pour le SMSI, et de Maurice Strong, un vétéran de l'organisation des sommets onusiens, qui devient conseiller spécial du gouvernement suisse. L'entrée en fonction du tandem Desai-Strong sur le dossier SMSI est la preuve de l'importance qu'accordent l'ONU et la Suisse à la tenue du premier sommet du millénaire sur la société de l'information en décembre prochain.

Ensuite, le Sommet peut constituer une enceinte privilégiée pour créer autour de tout un ensemble d'objectifs de développement, qu'il s'agisse de santé publique ou du lancement d'activités commerciales, des partenariats dans le domaine des TIC. Ces partenariats peuvent réunir toutes sortes d'interlocuteurs, comme le prouve le partenariat entre le PNUD, une agence de développement, et Cisco Systems, une multinationale. Ce partenariat a permis de créer des centres d'apprentissage communautaires, appelés Académies de réseau, dans certains des pays les plus pauvres de la planète. Le Sommet constitue une occasion rêvée de mettre à profit la créativité et l'énergie du secteur privé et de la société civile. »

### **Quels sont les efforts entrepris par le PNUD pour défendre une vision mondiale de la société de l'information susceptible de réduire la pauvreté dans le monde?**

« Eh bien, outre les activités de caractère général que j'ai déjà évoquées et dans le cadre desquelles le PNUD cherche à prendre appui sur les TIC pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire, nous avons aussi fait œuvre de pionniers dans l'utilisation du web en faveur du développement durable. Prenons l'exposition virtuelle présentée en grande première lors du Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg l'an dernier et que nous avons reprise en début d'année à l'occasion du Forum mondial de l'eau à Kyoto, au Japon. Elle nous a permis de démontrer de façon éclatante que les TIC peuvent avoir un impact favorable en matière d'accès, de participation et d'efficacité. Aujourd'hui, nous collaborons d'ailleurs étroitement avec le gouvernement suisse, différentes institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres partenaires à la mise en place d'une plate-forme virtuelle similaire destinée à établir une connexion entre le WSIS 2003 et les WSIS ultérieurs, ainsi que d'autres sommets mondiaux à venir.

Le site web et les web casts lancés en partenariat avec la Fondation des Nations Unies et Business Action for Sustainable Development à l'occasion du Sommet de Johannesburg, et baptisés du nom de «Virtual Exhibit», ont remporté un vif succès. Ils ont non seulement permis de diffuser dans le monde entier les nouvelles et les actualités relatives au Sommet, mais également de faciliter la participation au Sommet de personnes vivant aux quatre coins du monde. Les consultations organisées en

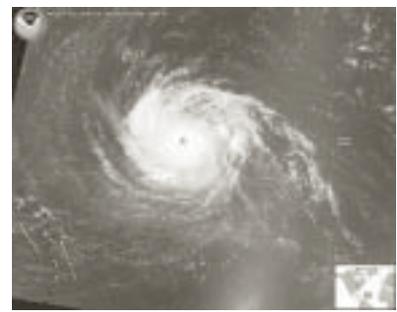
ligne avant la tenue du Sommet par le biais de ce site ont permis de dialoguer avec plus de 450 participants du monde entier, dont plus d'un tiers se trouvaient dans l'hémisphère sud. Notre web cast de 10 jours pendant le Sommet a permis de faire dialoguer des dirigeants de premier plan, des PDG, des directeurs d'ONG, des universitaires, des jeunes et des dirigeants locaux autour de questions pratiques liées à la mise en œuvre sur le terrain. Grâce à des techniques de vidéoconférence, plus de 100 personnes du monde entier ont pu débattre avec les participants du Sommet des difficultés du projet et des premières réalisations. La reprise de notre web cast par un radiodiffuseur hôte nous a permis de diffuser quotidiennement notre contenu à la radio et à la télévision pendant toute la durée du Sommet à l'intention de plus de 10 millions de personnes vivant en Afrique. Notre site a reçu plus de 2 millions de visites et plus de 10.000 consultations par minute ont été enregistrées aux moments les plus intenses de notre web cast, des chiffres sans précédent pour un site de création récente, qui plus est consacré à la thématique du développement. »

## **TIC et OMM**

### **Un défi permanent**

Les techniques d'information et de communications tiennent un rôle crucial pour la météorologie, et les premiers réseaux météorologiques ont pris leur essor au 19<sup>ème</sup> siècle avec la télégraphie. Les progrès en télécommunications et informatique, que l'on n'appelait pas encore TIC, ont permis le lancement en 1963 de la Veille météorologique mondiale (VMM), vaste réseau opérationnel qui relie les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) de tous les pays pour l'observation et la mesure du temps, l'échange mondial quasi-immédiat des informations et l'élaboration des analyses, prévisions et alertes.

Aujourd'hui, le Système mondial de télécommunications de la VMM relie plus de 200 centres météorologiques par un ensemble de liaisons spécialisées, de réseaux de communication de données et de systèmes satellitaires, à des débits atteignant 512 kbit/s. Chaque pays du monde y participe heure après heure, échangeant ses données et les analyses, prévisions et alertes qu'il élabore selon ses responsabilités nationales, continentales ou mondiales. L'atmosphère et la météorologie ne connaissent pas



Ouragan «Isabel»

de frontières, et les Services météorologiques de tous les pays dépendent, pour servir leur public et usagers de ces échanges d'information, d'autant plus vitaux si leur pays est exposé aux phénomènes dangereux tels que cyclones, tempêtes, fortes pluies et inondations, sécheresse.

C'est un défi permanent pour l'OMM et ses pays Membres que les pays en voie de développement, parmi les plus exposés aux catastrophes naturelles, aient un accès trop restreint aux services et techniques d'information et de communication qui restent indisponibles ou trop onéreux. Cette situation handicape gravement les Services météorologiques concernés non seulement pour leur participation à la Veille météorologique mondiale et aux autres programmes de l'OMM (climatologie, hydrologie), mais aussi pour les services d'information et d'alerte de la population pour la protection de la vie et des biens. La solidarité internationale tente de combler ce fossé. Un exemple probant, parmi d'autres, est la modernisation, financée par la Finlande, de l'équipement de douze petits états insulaires des Caraïbes par des réseaux de télémétrie et des ordinateurs de visualisation et traitement. Chaque Etat est desservi par un système VSAT de communications par satellite qui collecte les données d'observation et distribue analyses et prévisions, y compris les avis d'alertes d'ouragans et de tempêtes tropicales produit par le centre météorologique spécialisé de Miami. Ces états insulaires peuvent ainsi mieux servir leur population et leur économie, particulièrement exposés aux caprices du temps et du climat.

L'OMM veut tirer le meilleur parti des progrès rapides des TIC, en développant des stratégies adaptées aux conditions économiques et humaines des différentes régions et continents, qui soient accessibles à tous les SMHNs. Le Sommet mondial sur la société de l'information est une occasion historique de promouvoir les TIC comme un outil majeur dans la prévention des risques des catastrophes naturelles liées au temps et au climat.

**Jean-Michel Rainer**

*Chef du service des télécommunications de la Veille météorologique mondiale (OMM)*